

Les résultats électoraux se font attendre au Burundi

PANA, 21 mai 2020 Bujumbura, Burundi - Aucune tendance ni de participation ni des résultats n'étaient disponibles, jeudi, au lendemain du triple scrutin présidentiel, législatif et communal, avec la participation de plus de cinq millions d'électeurs. Les résultats attendront jusqu'à la fin des opérations de comptage et décomptage, scrutin par scrutin, commune par commune, province par province, a temporisé le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Pierre Claver Kazihise, sur les antennes de la radio publique.

Du côté de l'opposition, des craintes se font entendre sur le risque de manipulation des résultats, une force de durer dans le temps. D'autres craintes se fondent sur l'interdiction faite aux médias de diffuser des résultats non validés par la CENI. Une trentaine de médias, regroupés autour de la radiotélévision nationale (RTNB, publique) ont eu l'exclusivité des élections. Les moins contrôlables réseaux sociaux, quant à eux, ont été neutralisés dès le départ, par une campagne de désinformation des canaux de diffusion. Les applications les plus utilisées par les internautes burundais, comme WhatsApp, Youtube, Facebook, Messenger ou encore Instagram, avaient électrifié la campagne électorale. Ces réseaux sociaux sont généralement vus d'un mauvais œil dans les milieux officiels burundais, accusant l'opposition d'user de « fake news » (fausses informations) pour porter atteinte à la sécurité du pays. L'observation internationale, quant à elle, s'est tenue quelques jours après la tenue des missions diplomatiques présidentielles pour suivre les élections au Burundi. Les électeurs ont bravé les menaces de la pandémie de Coronavirus (COVID-19) en se rendant massivement aux urnes, retiendra-t-on encore. Ces électeurs avaient à choisir entre deux principaux candidats, l'un du pouvoir, Evariste Ndayishimiye, président de la continuité, l'autre de l'opposition, Agathon Rwaso, mettant en avant le "changement". En cas de second tour de la présidentielle, les électeurs sont appelés à retourner aux urnes le 19 juin prochain. La prestation de serment du président élu aura lieu, en principe, le 20 août prochain, prévoit le calendrier de la CENI. Le président sortant, Pierre Nkurunziza, a mené campagne de bout en bout pour l'élection du candidat du pouvoir, histoire de couvrir les arrières, lui a-t-on prêté l'intention dans les milieux de l'opposition. Le pays a connu une crise majeure suite à l'officialisation de la candidature du président sortant à un troisième quinquennat, jugé "de trop", en 2015. Les séquelles de la crise se caractérisent aujourd'hui encore par une économie mal en point, un isolement sur la scène diplomatique internationale, la coupure des aides par les partenaires techniques et financiers traditionnels et des milliers de réfugiés qui attendent le retour et la réinsertion. Ce sont autant de défis qui attendent le prochain président du Burundi pour les sept prochaines années, de l'avis des analystes.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});